

INTERVENTION UL CGT COMMINGES 24.03.2016

Même s'il n'en est qu'à ses débuts, le mouvement actuel frappe par sa maturité politique, son haut niveau de conscience.

Depuis trois semaines, notre jeunesse, lycéens et étudiants portent la mobilisation contre le projet de loi El Khomri.

C'est eux qui ont déclenché l'offensive le 9 mars dernier.

C'est eux qui d'AG en journée d'actions affichent leur détermination et leur rejet de ce projet pourri !

Parce que la jeunesse a compris que la loi Travail aggraverait le chômage, l'exploitation et la précarité qu'elle subit déjà à une échelle massive.

Beaucoup d'entre eux rejettent non seulement cette loi, mais l'ensemble du système qu'elle sert !

Le ras le bol est général.

Présentée le 14 mars, la deuxième mouture de la loi – aussi inacceptable que la première – n'était pas de nature à les démobiliser. Quant aux dirigeants syndicaux qui prennent leurs ordres au MEDEF, comme Laurent Berger, ils n'auront aucune autorité sur la jeunesse. Je souligne par ailleurs que les adhérents CFDT de continental étaient dans la rue, que des UL et UD vont à l'encontre du national et demandent elles aussi le retrait du projet de loi.

Pour beaucoup d'entre nous, la nécessité d'unir les jeunes et les travailleurs est une évidence. Alors que des directions syndicales nationales n'appelaient pas clairement à participer à la manifestation de jeudi dernier, beaucoup de travailleurs et militants de syndicats CGT s'y sont ralliés.

La nécessité d'une convergence des luttes des salariés est, elle aussi, plus que nécessaire. La dynamique unitaire est, d'emblée, à un niveau supérieur à 2006.

Chacun de nous a gardé en mémoire la satisfaction de notre victoire contre le CPE.

De Villepin était alors droit dans ses bottes ! Nous l'avons pourtant fait tomber !

Aujourd'hui que Valls l'arrogance et la Komri !

Que Valls leur mépris, leur suffisance !

La rue est à nous ! Jeunes, retraités, actifs, privés d'emploi, précaires... !

Jeudi dernier, le gouvernement a balayé d'un revers sa volonté « d'écouter » sa jeunesse, dans les rues et aux abords des universités.

Des étudiants et des lycéens ont été les cibles de violences policières, alors qu'ils manifestaient pour exiger le retrait du texte de loi travail. À Paris, Caen, Rennes et Marseille, des CRS ont attaqué des jeunes à coups de matraque et les ont arrosés de gaz lacrymogène et de gaz poivre, bloquant le déroulement d'assemblées générales. A Strasbourg, cinq personnes ont été gravement blessées.

À l'université de Tolbiac, à Paris, les policiers n'y sont pas allés de main morte. Des étudiants ont été évacués, alors qu'ils occupaient un amphithéâtre pour y tenir une AG, après la dispersion du cortège en fin de journée. Des courses-poursuites, des coups de matraque ont été lancés et pas moins de cinq personnes ont été interpellées.

Si le gouvernement a très peur de la mobilisation des jeunes, c'est précisément parce qu'elle a un caractère « incontrôlable » et parce qu'elle peut jouer un rôle important dans la radicalisation de l'ensemble des travailleurs.

En France, Mai 68 et la lutte de 2006 contre le CPE évoquée tout à l'heure en sont deux exemples évidents.

Il n'aura chaque fois manqué qu'une réelle alternative politique, pour prolonger le combat de la rue.

Parce que le mouvement social doit se prolonger dans, et par le combat politique. Il est grand temps de s'organiser citoyennement.

Le combat citoyen et engagé c'est par exemple les Fralib et leur nouvelle vie, sans patron ni dividende et nous qui interpellons les grands distributeurs, les petites ou moyennes surfaces du coin pour que les produits 1336 (du nombre de jours de grève) soient commercialisés et accessibles à tous.

Le combat citoyen et engagé c'est aussi se retrouver, pour construire ce que nous voulons pour nos territoires, nos aînés, nos enfants...C'est tout le sens de la rencontre prévue demain à Saint-Béat et décidée lors du rassemblement contre la fermeture de la classe Segpa.

Le combat citoyen et engagé c'est encore ne pas oublier Rémy Fraisse tué en octobre 2014 sur le barrage de Sivens. C'est participer à la collecte de dons initiée par sa famille pour participer aux frais de la procédure judiciaire. Car toute la lumière doit être faite sur la mort de ce militant !

Le combat citoyen et engagé c'est aussi lutter pour que justice soit rendue à nos camarades de Goodyear et d'Air France et à tous celles et ceux qui dans l'ombre paient leur engagement militant.

Traités comme des bandits parce que syndicalistes !

Est-ce supportable ?

Nous devons nous mobiliser et nous battre pour leur relâche et leur réintégration.

Mais que serons-nous en mesure de faire si l'appel ne leur était pas favorable ?

Devrons-nous nous résigner ? Certainement pas ! La résignation est un suicide quotidien !

Il faudra s'engager à la hauteur de l'engagement qui est le leur !

Nous ne pouvons pas nous ne devons pas nous limiter à des collectifs de soutien lorsqu'ils seront convoqués ! Notre engagement doit aller plus loin !

Ils ne doivent pas connaître une seule seconde l'univers carcéral !!!

Au-delà de la mobilisation pour le retrait du projet de loi, les sujets ne manquent donc pas pour qu'une marée citoyenne noie les places, les rues de notre hexagone.

Il incombe à chacun de nous de se mobiliser bien sûr mais aussi de faire que sa famille, ses amis... se mobilisent et soient présents dans les rues, à nos côtés. D'expliquer par ailleurs aux petits commerçants ou artisans que la hausse du Smic n'est pas leur ennemi mais qu'ils sont étranglés par les banques et les donneurs d'ordres....

Je ne peux terminer cette intervention sans évoquer la journée du 22 mars à Bruxelles, faisant tristement écho à la soirée du 13 novembre à Paris.

Bien sûr que nous condamnons ces gestes. Une fois de plus des citoyens paient le prix fort. Ils paient les choix politiques de nos gouvernements.

Valls déclare que nous sommes en guerre. Non ce sont leurs guerres ! Et nous nous comptons nos disparus chez Daesh et nos morts...

Finalement le gouvernement français a de la chance. Notre lutte pour le retrait du projet de loi passe au second plan des discussions. Le côté répressif de la force aux ordres du gouvernement peut reprendre sa sale besogne.

Et ce même gouvernement sans vergogne, lance un message clair : « Nous ne nous laisserons pas manœuvrer par la jeunesse qui ose faire face ».

Le terrorisme d'état commandité par ces élus autoritaires mais désavoués doit être dénoncé et condamné !

Quand les forces du pouvoir ne tuent pas, elles matraquent, piétinent, gazent, arrêtent... Comme aux heures les plus sombres de notre histoire.

Faudra-t-il un autre Malik Oussekiné ? Un autre Cyril Ferez ? Un autre Rémi Fraysse ?

C'est parce que « Les seuls regrets doivent naître des choses que l'on n'a pas pu accomplir » que tous ensemble, nous devons nous donner les moyens de bâtir un autre monde fait de fraternité, de liberté, justice sociale, de justice tout court.

Gardons en mémoire ces mots de Romain ROLLAND :

« La fatalité, c'est l'excuse des âmes sans volonté ! »